*Mandat ad litem—Payements faits au procureur ad litem.—Jugé :—*Que le procureur *ad litem* ne peut, comme tel, recevoir les sommes pour lesquelles sa partie a obtenu jugement et en donner valables quittances.

20. Qu'en supposant que d'après l'usage, l'avocat ayant un mandat *ad litem*, aurait tacitement le pouvoir de retirer les sommes pour le recouvrement desquelles il est chargé d'instituer des poursuites; cependant, il appert, dans le cas actuel, que James M. Glass aurait retiré après jugement la somme en question en cette cause, dans un temps où son mandat était terminé et éteint, et que l'usage susmentionné ne pourrait même pas trouver ici son application.—*Cloran v. McClanaghan, et McClanaghan*, oppt.

*Husband and wife—Necessaries for family—Credit given to wife—C. C. 1317.—Held :—*Where a wife *séparée de biens* living with her husband, orders goods for the maintenance of the family, and they are charged to her in the books of the vendor, and her husband is without means, that she is liable for the whole cost thereof under the provisions of C. C. 1317.—*Merrill et al. v. Griffin*.

JURISPRUDENCE FRANÇAISE.

Succession—Acception tacite—Femme mariée—Immixtion du mari.

Une femme mariée peut être réputée avoir accepté purement et simplement une succession, qui lui est échue, lorsque son mari s'étant immiscé dans les affaires de ladite succession, l'acte d'immixtion de celui-ci a été connu d'elle, sans qu'elle ait protesté.

(19 juin 1885. Trib. Civ. de Louleans. Gaz. Pal. 23 juin 1885.)

Prescription—Interruption—Suspension—Saisie-arrêt.

La saisie-arrêt pratiquée par un créancier sur une somme due à son débiteur, est interruptive, mais non suspensive de la prescription qui court au préjudice de ce dernier au profit du tiers-saisi.

(28 mars 1884. Cour d'Appel de Besançon. Gaz. Pal. 30 juin 1885.)

Assurances contre l'incendie—Primes portables—Défaut de paiement—Déchéance.

10. La clause d'une police d'assurances contre l'incendie d'après laquelle les primes ont été stipulées portables au siège local de la compagnie dans les quinze jours de leur échéance, à peine de déchéance du droit à l'indemnité en cas de sinistre, et sans qu'il soit besoin de mise en demeure, est licite et doit être appliquée si la Compagnie n'a pas modifié par des agissements ultérieurs les termes du contrat.

Alors surtout qu'après l'échéance, la compagnie a averti l'assuré, par une lettre recommandée, des conséquences de son défaut de paiement.

20. Aucune dérogation à la stipulation de portabilité ne saurait s'induire du paiement de la première prime au domicile de l'assuré, cette prime se payant au moment de la signature du contrat, qui ne commence à produire effet qu'après ce versement.

30. L'usage de la Compagnie de faire présenter les quittances des primes successives au domicile de l'assuré, ne peut être considéré comme ayant rendu les primes quérables, de portables qu'elles étaient, et comme ayant par suite subordonné la déchéance à une mise en demeure préalable, alors surtout que l'assuré n'a pas payé la prime lors de cette présentation... Ou lorsque la Compagnie s'est expressément réservé le droit de réclamer les primes à domicile, en ajoutant que l'assuré ne pourrait s'en prévaloir à son encontre.

Divorce—Refus du devoir conjugal—Injure grave.

Le refus persistant du mari d'accomplir le devoir conjugal constitue à l'égard de la femme une injure grave suffisante pour que le divorce soit prononcé entre les deux époux.

(3 fév. 1885. Trib. Civ. de Tours. Gaz. Pal. 3 juillet 1885.)

Assurance contre les accidents—10. Patron—Ouvrier—Prélèvement des primes sur les salaires—Action directe contre l'assureur—20. Clause de déchéance—Renonciation à l'action contre le patron—Clause illicite.

10. L'assurance qu'un patron contracte contre les accidents professionnels, au profit de ses ouvriers, qui en paient les primes au moyen de retenues que celui-ci opère sur leurs salaires, constitue une véritable gestion de l'affaire d'autrui dans les termes de l'art. 1372 C. Civ., au regard des ouvriers, qui ont dès lors, en cas d'accident, une action